Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

236 | Octobre-Décembre 2006

Mondialisation de l'économie et géographie des espaces tropicaux

La géographie des espaces tropicaux et de leur développement face à la mondialisation de l'économie

Patrice Cosaert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/590>

DOI : 10.4000/com.590

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2006

Pagination : 435-450

ISBN : 978-2-86781-421-1

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Patrice Cosaert, « La géographie des espaces tropicaux et de leur développement face à la mondialisation de l'économie », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 236 | Octobre-Décembre 2006, mis en ligne le 01 octobre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/590> ; DOI : 10.4000/com.590

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

La géographie des espaces tropicaux et de leur développement face à la mondialisation de l'économie

Patrice Cosaert

- 1 Ce n'est évidemment pas par hasard que cet article reprend dans son titre l'intitulé de l'une des commissions du Comité national français de géographie. Son objectif, comme du reste celui de l'ensemble de ce numéro spécial des Cahiers d'Outre-Mer auquel il sert en quelque sorte d'introduction, est en effet d'apporter quelques réflexions sur les liens qui peuvent être établis entre le concept de « mondialisation », actuellement très médiatisé (au point d'avoir été retenu comme thème de l'une des questions mises au programme des concours du CAPES et de l'agrégation), et le domaine d'études de ladite commission à laquelle nous appartenons et dont les liens avec la présente publication sont bien connus.
La mondialisation est d'abord un concept économique
- 2 Le substantif « mondialisation » serait apparu dans la langue française vers 1960, selon le Petit Robert, pour qualifier « le fait de devenir mondial, de se répandre dans le monde entier ». Il est certain que ce concept est initialement pris au sens de « contacts et échanges généralisés entre les différents points de la planète » (Manzagol, 2003, p. 5). Il appartient d'abord au langage des économistes, même s'il est maintenant entré dans la langue courante. Le grand public l'utilise en effet pour qualifier, d'une façon très générale, l'ensemble des transformations actuelles de l'économie mondiale, transformations qui sont plus ou moins confusément vécues comme un mal, ou au moins comme un défi difficile à relever par un pays comme la France et par la plupart des Français.
- 3 La mondialisation, en économie, plonge ses racines dans des évolutions qui sont anciennes mais qui ont connu une formidable accélération ces dernières années en raison de bouleversements politiques et surtout de mutations technologiques majeures, en particulier le développement exponentiel des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui contractent considérablement l'espace-temps. Trois évolutions apparaissent fondamentales :

- l'internationalisation accrue de l'économie et l'élargissement de l'espace des échanges avec en particulier l'extension du modèle capitaliste au monde entier ;
- la globalisation des grandes entreprises et de leurs investissements, tant au plan de leurs marchés que de leurs processus productifs ;
- la déréglementation accrue des échanges, évolution qui se fait souvent au détriment du pouvoir des États.

L'internationalisation de l'économie : un phénomène très ancien

- 4 La mise en relation de territoires plus ou moins éloignés et l'existence de flux d'échanges entre les groupes humains qui les occupent remontent à la nuit des temps. Elles sont attestées par un grand nombre de découvertes archéologiques. Dans la préhistoire, les populations concernées, très peu nombreuses, se présentaient sous la forme de noyaux de peuplement minuscules et mobiles disséminés sur d'immenses espaces. Des échanges sont avérés entre plusieurs de ces groupements humains primitifs mais ils ne portaient que sur quelques produits (silex et sel par exemple) et sur des volumes très réduits. Dès la plus lointaine Antiquité, avec l'apparition des premières constructions politiques, cités ou empires, des flux plus conséquents de marchandises plus variées sont notés par tous les archéologues. C'est l'époque au cours de laquelle la domestication du cheval apporte du reste la première contraction significative de l'espace-temps qu'on puisse observer dans l'histoire de l'humanité. À l'exception peut-être des cités phéniciennes (voire grecques) dans l'Antiquité et de Venise ou Gênes au Moyen-Âge, les ressources et la puissance des États, grands ou petits, ne reposaient cependant pas, pour l'essentiel, sur l'internationalisation de leur économie mais plutôt sur leur capacité à générer localement les produits (essentiellement d'origine agricole) et les services indispensables à leur survie et à leur développement en relative autarcie. Ce n'est qu'à partir du XV^e siècle, en Europe, que l'émergence du capitalisme marchand et les progrès de la navigation entraînent une réelle internationalisation de l'économie dont la diffusion dans le monde entier de plantes trouvées en Amérique est l'un des symboles... La Révolution industrielle, dès la fin du XVIII^e et surtout au cours des XIX^e et XX^e siècles, accentue fortement cette internationalisation. Les innovations technologiques ont permis la production en série par recours à des machines désormais mues par une énergie mécanique et non plus seulement musculaire ou animale, les moyens de transport se sont diversifiés et ont considérablement accru leur capacité de charge et leur vitesse. Le capitalisme s'est affirmé, permettant le développement d'une véritable économie de marché qui supprime le mercantilisme de l'époque précédente.
- 5 Au XIX^e siècle, le monde est cependant resté fragmenté en plusieurs grands ensembles rivaux très hétérogènes, séparés les uns des autres par des barrières plus ou moins étanches selon les périodes, chacun étant régenté par un État-nation dominant un empire colonial souvent vaste mais disparate. C'est au sein de chacun d'entre eux que s'affirme le modèle le plus achevé de cette « économie-monde » que définit l'historien Fernand Braudel lorsqu'il évoque des portions de notre planète autosuffisantes pour l'essentiel, mais entretenant et développant cependant des échanges les uns avec les autres... Au cours de la plus grande partie du XX^e siècle, le monde s'est retrouvé en outre scindé en deux blocs hostiles, Est socialiste et Ouest capitaliste, adeptes de types d'organisations économiques radicalement différents et antagonistes, alors que la décolonisation remettait progressivement en question dans le même temps la forme fondamentalement inégalitaire des échanges que les puissances impérialistes du « Nord » avaient imposée aux pays du « Sud » politiquement dominés.

Spécificité de la phase actuelle d'internationalisation de l'économie

- 6 Il apparaît clairement que l'actuelle phase d'internationalisation de l'économie mondiale se distingue des précédentes par son intensité et son universalité. Deux événements majeurs se sont en effet produits en un court laps de temps tout à la fin du XX^e siècle. Le premier est la conversion accélérée à l'économie de marché de la plupart des pays socialistes (à commencer par la Chine) à la fin des années 1980, bouleversement auquel on peut associer l'effondrement du communisme en Europe orientale et la disparition brutale de l'URSS en 1991. Le second événement (qui n'est directement lié au premier que dans quelques cas, Chine, Russie...) est d'une portée plus universelle encore : il s'agit de la diffusion très large des activités industrielles et de services hors des pays de la Triade (Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon), qui, après les avoir vu naître au XIX^e siècle, étaient parvenus à en conserver pratiquement le monopole jusqu'au dernier quart du XX^e. Alors que l'envol prémonitoire des petits dragons asiatiques – Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud et Singapour – dans les années 1960-1980 n'avait guère modifié les grands équilibres mondiaux, l'émergence en ce début du XXI^e siècle de nouveaux pays industrialisés mus par l'économie de marché modifie complètement la donne. Cette fois, les nouveaux venus sont nombreux et très divers tant par la taille que par la localisation géographique ou que par le modèle de développement initial dont ils sont issus (socialiste ou libéral). Leur irruption en masse, au moment même où le pôle socialiste disparaît, fait éclater le concept d'un « Tiers-Monde » qui serait uniformément condamné au sous-développement. Avec la rapide montée en puissance de pays géants comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie (le groupe « BRIC ») et de leurs émules plus petits mais non moins dynamiques, qui s'invitent tous, sans complexe, à la table de la Triade pour y faire entendre leur voix et leurs exigences, nous assistons bien à un élargissement de l'espace des échanges à la planète entière, désormais régie par un système économique unique, le capitalisme. Ce capitalisme triomphant se veut libéral, au sens économique du terme, comme l'atteste le rôle croissant du libre-échange avec la création en 1994 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la relance en son sein, au début de l'année 2007, des négociations du cycle dit « de Doha » visant à un nouvel abaissement des barrières douanières (en particulier dans le secteur des produits agricoles).
- 7 Nous nous retrouvons donc au sein d'un monde certes multipolaire mais de plus en plus ouvert et dépourvu de barrières internes. Les marchandises, les services et... les idées y circulent d'autant plus vite et plus massivement que les technologies ont connu une mutation majeure : mondialisation rime désormais avec révolution de la connaissance. Ce ne sont pas seulement les barrières réglementaires, fiscales ou administratives qui s'effacent, c'est surtout l'espace-temps qui se contracte comme jamais cela ne s'est encore produit dans l'histoire de l'humanité. Le résultat le plus visible en est une augmentation exponentielle des flux commerciaux tous azimuts (la barre des 10 000 milliards de US dollars de marchandises échangées a été franchie en 2005) qui affectent une part de plus en plus importante de la production mondiale des biens (mais aussi des services), et qui, en valeur, concernent désormais bien moins des matières premières ou de l'énergie que des produits manufacturés de plus en plus divers et innovants. En outre, ces flux ne sont plus seulement l'expression concrète, figée dans le temps, de la division internationale du travail d'antan vantée par Adam Smith puis par Ricardo qui militait pour elle dès 1817 en énonçant sa fameuse théorie des avantages comparatifs. Ils sont aussi (et bien plus) la manifestation emblématique d'une économie désormais interconnectée en temps réel (international linked economy) où, à côté des facteurs de production basiques (matières

premières, main-d'œuvre...), deux autres facteurs voient leur importance croître rapidement, créant ou renforçant ainsi à un moment donné des disparités significatives de plus en plus déterminantes entre les nations, grandes ou petites. Ces deux facteurs de production ne sont pas à proprement parler nouveaux mais ils sont bien plus affectés que les autres par l'accélération des innovations technologiques. Il s'agit de l'inégal niveau d'équipement des territoires en infrastructures modernes de communication, donnée qui apparaît si évidente qu'il ne nous semble pas nécessaire de nous y attarder pour l'instant, et de la présence ou de l'absence des firmes transnationales. La portée de ce dernier point nous paraît par contre moins évidente, aussi nous nous proposons de l'examiner plus en détail.

La globalisation des grandes entreprises

- 8 La présence d'une même entreprise dans plusieurs pays n'est pas un phénomène à proprement parler nouveau. Les Médicis et les Fugger avaient déjà constitué un réseau de comptoirs dans l'Europe de la Renaissance à partir de leur base familiale, située à Florence pour les premiers et à Augsburg pour les seconds. La Révolution industrielle entraîna la multiplication de firmes qualifiées de « multinationales » non seulement dans le secteur de la finance mais aussi dans celui de l'industrie, en particulier aux États-Unis et en Europe. Le qualificatif de « multinationaux » qui continue à être appliqué à ces très grands groupes est cependant le plus souvent impropre car, tout autant aujourd'hui qu'autrefois, ils disposent bien dans la pratique d'un centre de commandement unique et d'une nationalité juridiquement établie (généralement celle du siège social), même si leurs activités sont disséminées dans le monde entier. Quoique moins fréquemment usité, le qualificatif de « transnational » nous semble donc mieux décrire la réalité de leur situation. Il s'est longtemps agi pour ces firmes, soit de s'assurer le contrôle de sources d'approvisionnement en matières premières comme ce fut le cas pour les géants du pétrole tout au long du XX^e siècle, soit d'accéder à un marché protégé par des barrières douanières ou réglementaires élevées, soit encore, plus récemment, de profiter d'une main-d'œuvre bon marché et de législations permissives tant au plan du travail que de la protection de l'environnement... Avec la mondialisation de l'économie, ces firmes nationales contrôlant un certain nombre de filiales en dehors de leur pays d'origine ont mis en œuvre une dynamique plus élaborée qui modifie fondamentalement leur mode de gestion en interne : elles sont devenues « globales » en développant une stratégie complètement mondiale. Chaque filiale se voit confier par la maison-mère une tâche bien précise dans le processus de conception puis de fabrication et de commercialisation du produit final et ce à la suite d'une étude approfondie des avantages comparés des unes et des autres pour tous les facteurs de production (les coûts bien sûr mais aussi les compétences locales, l'accès aux marchés régionaux, les législations nationales, la logistique,... etc.). Il n'y a plus seulement organisation verticale du siège vers les filiales, mais multiplication des liaisons horizontales entre filiales. En outre, l'importance d'une filiale réside désormais bien souvent davantage dans sa contribution à la maximisation du profit de l'ensemble du groupe que dans le montant de ses bénéfices propres. Du reste, pour faire apparaître la rentabilité d'une filiale (ou au contraire ses mauvaises performances) la direction générale n'hésite pas à lui imposer les règles strictes du marché et de la concurrence dans ses relations avec les autres filiales du groupe ! La logique financière des grands groupes (assurer l'autofinancement du développement, le versement de dividendes aux actionnaires et d'une façon générale « créer de la valeur ») les conduit à se montrer extrêmement réactifs aux innovations et à la conjoncture internationales en modifiant rapidement la répartition géographique de leurs activités

mais aussi en modifiant leur périmètre par acquisition de nouvelles filiales, cession au contraire de certains actifs jugés peu rentables ou non stratégiques, voire dans les cas extrêmes en fusionnant avec des concurrents de taille comparable...

- 9 Le poids des entreprises transnationales ne cessant de croître, les États ont de moins en moins de prise sur leur stratégie. L'impact sur les territoires de ces entreprises est en outre d'autant plus aléatoire que leurs performances comparées peuvent considérablement fluctuer en un court laps de temps en fonction de la qualité de leur management et au fil d'innovations technologiques qui peuvent à tout moment remettre en question leur bonne santé financière et leur capacité à se développer et à investir.

La déréglementation des échanges et le rôle inégal des États

- 10 Quelle est la marge de manœuvre d'un État, même puissant et contrôlant un vaste territoire, lorsque son économie se retrouve complètement tributaire des échanges internationaux ? Pour beaucoup de pays, le taux de dépendance de l'économie (le poids des importations par rapport à la valeur du PIB) et son taux d'ouverture (poids des exportations par rapport à la valeur du PIB) deviennent en effet de plus en plus élevés. En Chine, par exemple, les exportations de biens et de services ont représenté 39 % de la valeur du PIB en 2006, soit plus que la consommation des ménages chinois (36,9 %) !
- 11 L'augmentation considérable des flux commerciaux de biens et de services, l'effacement des barrières réglementaires, fiscales ou administratives, la privatisation de maintes entreprises publiques et l'acceptation de règles supranationales comme celles de l'OMC, la contraction de l'espace-temps, et d'une façon générale la puissance du marché exprimée par celle des grandes entreprises transnationales, tout cela semble concourir à l'effacement des États. À l'aube du XXI^e siècle, l'État semble de plus en plus soumis à des limitations de sa souveraineté en particulier lorsqu'il accepte la mise en place de structures supranationales à l'exemple de ce que nous pouvons observer dans le cas de l'Union européenne. En dehors même de ces « dessaisissements » volontaires de souveraineté, même les États totalitaires sont confrontés à une remise en question de leurs prérogatives. Ces derniers ne peuvent plus aussi bien qu'autrefois contrôler la circulation des personnes et surtout de l'information depuis le développement d'Internet, ils peuvent de moins en moins ignorer les observations des instances internationales (comme le Fonds Monétaire International – FMI – ou l'OMC) sur les plans économique et financier, ou de certaines Organisations non gouvernementales (ONG) (comme Amnesty International) sur le plan des libertés publiques en raison du nouveau « droit d'ingérence » qui s'impose progressivement dans le droit international. Surtout, ils doivent prendre en compte l'attitude nouvelle de ces firmes transnationales avec lesquelles ils avaient toujours su nouer de fructueuses relations « gagnant-gagnant » : celles-ci ne commencent-elles pas en effet à se soucier un peu trop de la respectabilité de leurs partenaires publics et privés pour de banales raisons d'« image » ? Le comportement des grandes entreprises dans le plus petit des pays en développement qui soit n'échappe plus en effet à l'attention des ONG humanitaires ou des associations de consommateurs des pays développés...
- 12 Il convient cependant de noter que tous les États ne sont pas égaux face à ces évolutions récentes : les plus grands d'entre eux au moins restent capables de mettre en œuvre toute une batterie d'aides à leurs entreprises. Ils ne sont généralement pas avares de pressions diverses auprès de leurs partenaires diplomatiques lors de la négociation de contrats stratégiques. Ils demeurent des acteurs efficaces en matière de création d'avantages comparatifs (infrastructures de communication, système éducatif, fiscalité, arsenal

juridique...) et gardent la haute main sur la déréglementation des marchés, la fixation de fait des taux de change ou le démantèlement des protections tarifaires et la fixation de quotas. Les plus développés d'entre eux parviennent même, s'ils le souhaitent vraiment, à protéger dans une certaine mesure l'emploi de leurs ressortissants et leurs systèmes de protection sociale. Une étude conjointe de l'OMC et du Bureau international du travail (BIT) publiée en 2007, tend à montrer que la mondialisation ne détruit pas les emplois par milliers dans les pays développés, comme on l'annonce fréquemment, et que les effets de la libéralisation des échanges sur ceux-ci sont plus complexes qu'on ne le pense généralement : l'étude note qu'il n'y a eu aucune forte détérioration ou amélioration du marché de l'emploi au niveau global mais bien une stabilité de l'emploi dans le monde au cours des deux dernières décennies, et ce malgré une hausse annuelle moyenne de 6 % du commerce international entre 1995 et 2005. La raison en est principalement que le secteur des services représente 70 % de l'emploi dans les pays industrialisés, et que la majeure partie de ces activités ne fait pas l'objet d'échanges commerciaux au niveau international. En fin de compte, ce sont les petits États faiblement ou pas du tout industrialisés, aujourd'hui si nombreux¹, qui apparaissent les plus dépourvus face à la mondialisation de l'économie : leur souveraineté qui repose avant tout sur le contrôle territorial semble bien illusoire, factice même, face à la puissance financière des entreprises transnationales qui leur fournissent directement ou indirectement, l'essentiel de leurs ressources.

- 13 Pôles émetteurs et récepteurs de flux commerciaux apparaissent ainsi beaucoup plus complexes dans leur composition et leur fonctionnement, souvent moins stables aussi dans la durée qu'au temps de la seule division internationale du travail. Ils semblent se multiplier dans un désordre qui n'est qu'apparent alors que leur classement hiérarchique est constamment remis en question.

Les effets de la mondialisation sur la géographie des espaces tropicaux
Mondialisation et géographie : nouvelle approche des thèmes traditionnels et ouverture de nouveaux champs d'investigation

- 14 La géographie qui ne se contente plus, depuis longtemps, de nommer et de cartographier les lieux et les espaces, s'est donnée pour mission – entre autres – d'expliquer les logiques de production et de fonctionnement des sociétés au sein d'espaces appréhendés à différentes échelles. Que contacts et échanges se soient généralisés entre les différents lieux de la planète au point de donner naissance à une économie mondialisée, ne modifie pas fondamentalement l'approche spécifique du monde par notre discipline ni l'originalité du regard que celle-ci porte sur lui. La géographie économique, par exemple, demeure une branche active de la discipline qui s'intéresse aux activités des hommes mais en recourant davantage au concept de « système productif » qu'à la vieille trilogie « primaire, secondaire, tertiaire ». Désormais, elle place aussi les entreprises au cœur de ses préoccupations par le biais de leurs logiques de localisation et de leur identification plus ou moins forte au territoire, ce qui implique évidemment de se pencher sur leur processus de globalisation. Ce sont les grandes entreprises qui sont bien souvent amenées à articuler des territoires différents en réseaux coordonnés. L'importance des critères financiers dans leur fonctionnement influe aussi sur la détermination de zones d'attraction ou au contraire d'évitement. La nouvelle géographie économique se retrouve donc, plus qu'autrefois, confrontée à la question de l'emboîtement des échelles et à une logique de la hiérarchie des espaces qui n'a plus grand rapport avec le déterminisme géographique de naguère.

Les implications de la mondialisation sur la géographie économique des espaces tropicaux

- 15 Suite à l'examen minutieux d'un grand nombre de cas particuliers, à commencer par ceux évoqués par les cinq articles publiés dans ce numéro des Cahiers d'Outre-Mer, nous pouvons mettre en avant et souligner plusieurs données qui conditionnent aujourd'hui la réussite ou l'échec du processus de développement des espaces tropicaux dans le cadre désormais incontournable de la mondialisation de l'économie. Nous les regrouperons autour de trois thèmes majeurs :
- les ressources naturelles, base fondamentale du développement économique des pays tropicaux ;
 - le rôle des États et la qualité de la gouvernance ;
 - le rôle des individus (conscience nationale, initiatives individuelles, ONG et opinions publiques...).

La grande diversité des situations économiques liées à la disposition ou non de ressources naturelles

- 16 Aucun espace tropical n'échappe aux conséquences – directes ou indirectes – de la mondialisation actuelle de l'économie, mais nous constatons que, dans la pratique, ils sont diversement et très inégalement affectés par celle-ci. La disposition ou non de ressources naturelles exploitables (minerais et énergie d'abord mais aussi bien d'autres matières premières comme le bois ou divers produits agricoles ou d'élevage) constitue plus que jamais le premier critère de différenciation, ce qui ne doit pas nous surprendre compte tenu de l'augmentation considérable de la consommation mondiale d'énergie et de matières premières en tous genres. Il convient cependant de souligner l'intégration complète du marché de ces produits au niveau mondial et la disparition des flux strictement bilatéraux stables entre pays producteurs et pays consommateurs, du style de ceux qui prévalaient à l'époque coloniale. Le rôle des firmes internationales s'est encore accru : même si certains pays producteurs sont parvenus à conserver (ou à retrouver) le contrôle de quelques-unes de leurs richesses (minérales surtout), ils ne peuvent se passer de l'expertise et du savoir-faire (tant techniques que financiers) des grandes entreprises spécialisées, aussi bien pour la prospection que pour la mise en production ou que pour la commercialisation de leurs ressources naturelles. Être richement doté par la nature suffit moins que jamais à enclencher le processus de développement d'un pays tropical, aussi accueillant soit-il aux grandes firmes capitalistes. Si la production de cuivre s'est effondrée ces dernières années en République démocratique du Congo (ex. Zaïre) ², ce n'est pas du fait de l'épuisement des gisements mais en raison de l'anarchie qui s'est installée dans ce pays. A contrario, en dépit de la guerre civile qui a régné durant une trentaine d'années en Angola, l'extraction du pétrole n'a pratiquement jamais cessé dans l'enclave de Cabinda parce que les puits se trouvent en position littorale ou en mer et que la production est techniquement facile à évacuer. La protection des installations (y compris celles des compagnies américaines) a toujours été assurée, même si pour cela il a fallu avoir recours à des troupes étrangères, cubaines en particulier. Pour opérer, les grandes entreprises ont besoin d'infrastructures et d'un minimum d'ordre et donc de stabilité politique.
- 17 La production et l'exportation de matières premières demeurent cependant parfois compatibles avec la déliquescence de l'État. C'est le cas en particulier de l'extraction des pierres précieuses évoquée par Rémy Canavésio dans son article « Filières pierres précieuses et filières diamant ». Il nous montre qu'à Madagascar comme dans de

nombreux pays producteurs de pierres de couleur, le boom du saphir est le fait d'une extraction artisanale à base de techniques archaïques particulièrement meurtrières

« les galeries ne sont pas étayées ni ventilées, les mineurs travaillent courbés dans des tunnels dont la hauteur dépasse rarement un mètre ».

- 18 L'extraction de ces pierres ne demande pas de gros moyens et ce sont les intermédiaires qui réalisent les plus gros profits en écoulant la production sur les marchés internationaux, en particulier à Bangkok. L'État malgache, de son côté, profite dans ce cas encore moins de la manne que ne le font les pays qui ont à composer avec les grands groupes miniers transnationaux ! Peu exigeante en capitaux et ne nécessitant pas d'infrastructures de communication modernes pour écouler une production très peu volumineuse, l'extraction des pierres précieuses provoque parfois de véritables « ruées vers l'or » générant des mouvements de population non négligeables, comme cela a pu être observé dans le sud-ouest de Madagascar ou en République démocratique du Congo. Contrairement à la production de minerais, elle peut être mise en œuvre dans les régions les plus reculées et les moins accessibles des pays les moins avancés. C'est ainsi, que dans le nord du Burkina Faso par exemple, d'importants gisements de manganèse n'ont toujours pas été mis en valeur plusieurs dizaines d'années après leur découverte alors que de petits dépôts aurifères y sont exploités depuis longtemps par des milliers de prospecteurs aux moyens très rudimentaires...
 - 19 Les activités minières cependant, qu'elles soient artisanales ou le fait des entreprises transnationales entraînent rarement le développement durable des régions concernées : lorsque les gisements sont épuisés, les entreprises comme les individus repartent ! Rares sont en outre les États qui, comme le Botswana ou la Namibie, utilisent à bon escient les revenus qu'ils tirent ponctuellement de ces richesses : en ce sens, ces activités sont purement « prédatrices ». Il en va tout autrement d'activités qui, quoique liées elles aussi à l'exploitation de ressources qu'on peut également qualifier de « naturelles » apparaissent indéniablement « productives ». Anthony Goreau, dans son article sur « la filière crevette au Kérala » nous en fournit une excellente illustration. Associée traditionnellement à l'agriculture et à l'élevage, la crevetticulture dans la région de Cochinchine est liée à l'existence d'un terroir agro-hallieutique spécifique qui constitue en quelque sorte une richesse « naturelle » au même titre qu'un gisement de pierres précieuses. La différence est qu'ici l'action de l'homme n'est pas « prédatrice » puisque, année après année, les crevettes vont se reproduire et assurer un revenu régulier aux éleveurs, pour peu que ceux-ci se montrent compétents. Dans les deux cas le développement de la production est aujourd'hui lié à une demande extérieure, mais dans le premier cas les mineurs ne se trouveront intégrés à l'économie-monde que pour un temps limité et sans être en mesure d'influer en aucune façon sur celle-ci. Les éleveurs de crevettes du Kérala par contre, aidés par l'État qui y trouve aussi son compte, sont devenus des acteurs à part entière de l'économie mondialisée. En assurant une production de qualité en hausse constante, ils permettent la croissance d'une demande internationale pérenne pour un produit non indispensable. Ils génèrent ainsi un flux commercial qui contribue aux échanges internationaux.
- L'inégale qualité de la gouvernance
- 20 L'État a joué un rôle fondamental dans la réussite des modèles de développement expérimentés par les quatre petits dragons asiatiques. Il apparaît plus décisif que jamais aujourd'hui dans la mise en œuvre et la réussite du processus de développement des pays tropicaux comme le fait clairement ressortir Anthony Goreau dans sa présentation de la

filière crevette au Kérala où l'État a élaboré une véritable stratégie spatiale au service d'une population particulièrement active.

- 21 Nous avons cependant noté que la capacité des États en terme de souveraineté est très inégale et que la mondialisation a renforcé le rôle et l'influence de nouveaux acteurs comme les firmes transnationales, les institutions internationales et les ONG. Face aux firmes transnationales, les États ne sont pourtant pas complètement impuissants. C'est ainsi que le géant Microsoft se retrouve en butte à des mesures d'exclusion de la part de plusieurs gouvernements qui le soupçonnent d'entretenir des liens trop étroits avec les services secrets et l'armée des États-Unis³. Les gouvernements cubain et vénézuélien ont recommandé à leurs administrations respectives d'abandonner Windows, le système d'exploitation de Microsoft, au profit de GNU/Linux, système libre au code source ouvert. Ils ne sont pas les seuls : de grands pays émergents comme la Chine et le Brésil ont choisi d'équiper les PC et serveurs de leurs administrations de logiciels libres. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce choix : le souci de réaliser une économie sur le coût des licences mais aussi la volonté de contrebalancer la toute puissance de Microsoft sur le monde du logiciel pour PC, ainsi qu'accessoirement un engagement, paradoxal de la part de certains gouvernements, pour l'innovation, l'interopérabilité et la liberté des usages⁴.

Le rôle des individus

- 22 Dans plusieurs pays africains où l'État a virtuellement disparu durant plusieurs années (République démocratique du Congo, Somalie, Sierra Leone, Libéria...) la vie quotidienne n'en a pas moins continué, des activités économiques se sont poursuivies avec même d'importants mouvements de fonds avec l'extérieur. Paradoxalement, ces pays ont pu paraître davantage intégrés à l'économie mondiale qu'ils ne l'étaient avant de sombrer dans le désordre et l'anarchie politique : par l'action des ONG, leur alimentation est devenue largement dépendante de l'assistance internationale, les mouvements migratoires ont considérablement augmentés et le commerce des armes, alimenté par des trafics en tous genres de drogues ou de pierres précieuses, a explosé !
- 23 L'esprit d'entreprise n'est pas le propre des pays du Nord : des hommes d'affaires se distinguent dans tous les pays du Sud et même de grandes familles d'entrepreneurs sont apparues depuis longtemps en Inde (Tata est la plus connue). Ce sont eux qui, bien souvent, assurent le fonctionnement de fait des économies parallèles qui suppléent à la carence de l'État, en Afrique en particulier.

L'impact culturel et environnemental

- 24 Le décollage économique des espaces tropicaux lorsqu'il se réalise, n'implique pas nécessairement la perte d'identité ou l'acculturation, bien au contraire : ce sont souvent les espaces qui s'enfoncent dans un sous-développement aggravé et dans la misère la plus profonde qui justement sont confrontés de surcroît à une disparition de leur culture propre et à la perte de tous les repères de la société traditionnelle. Ce sont les mêmes espaces qui seront en outre le plus souvent les moins aptes à faire face à la crise environnementale qui s'abat sur l'ensemble des espaces tropicaux et qui risquent fort de les affecter davantage en raison de leur fragilité et de leur plus grande vulnérabilité aux changements climatiques.

Vers un renforcement des identités locales grâce à la mondialisation ?

- 25 Contrairement à un point de vue largement répandu, la mondialisation n'entraîne pas nécessairement une uniformisation culturelle de la planète. À cet égard, l'article de Pierre-Yves Trouillet nous apporte un éclairage nouveau et particulièrement intéressant sur les effets de la mondialisation sur la préservation et même le renforcement de

l'identité hindoue. Non seulement la mondialisation de l'économie n'a pas altéré profondément le caractère hindouiste de la société indienne, mais elle semble avoir renforcé au contraire un discours davantage nationaliste tant des élites que des masses populaires. Elle a même suscité l'émergence d'un hindouisme « transnational » ancré sur les relations culturelles qui se développent entre la diaspora et la terre indienne.

26 Alexandre Magnan de son côté, affirme à juste titre dans son article qu'on ne peut confondre « mondialisation » et « occidentalisation du monde ». Selon lui, la mondialisation constitue aujourd'hui un puissant révélateur de particularismes comme l'atteste par exemple la diffusion du tatouage polynésien dans les grandes métropoles occidentales, ce qui participe à « une revalorisation des fondements culturels et des valeurs ancestrales au sein même des jeunes générations ».

27 En ce sens, par la découverte d'autres façons de vivre, notre ouverture économique au monde nous conduit à envisager une dimension non économique du monde qui serait elle bien plus variée.

L'environnement tropical est particulièrement menacé par la mondialisation

28 Les milieux tropicaux sont souvent plus fragiles que les milieux tempérés alors que les États qui exercent leur souveraineté sur ces espaces sont le plus souvent démunis face aux exigences des investisseurs. Comment protéger les atolls et les littoraux menacés par de grands projets touristiques ? Peut-on empêcher des États minuscules d'accorder des droits de pêche à de grandes compagnies qui vont ensuite piller sans vergogne les eaux de leur domaine économique exclusif ? Que faire face à des dirigeants corrompus ou simplement à courte vue qui cèdent aux plus offrants des permis d'exploitation forestière ? Les taux de déforestation sont devenus dramatiques ces dernières années dans tous les espaces tropicaux. Dans le meilleur des cas (aux îles Fidji par exemple) des programmes de reboisement sont mis en œuvre, mais ils ne permettent pas de régénérer la forêt primaire qui est irrémédiablement perdue. Plus généralement, les États sont impuissants face aux catastrophes naturelles comme nous avons tous pu l'observer à l'occasion du formidable tsunami qui, le 26 décembre 2004, a dévasté une grande partie des rivages septentrionaux de l'océan Indien. Par de nombreux exemples pris dans les petites îles tropicales, Virginie Duvat dans son article très documenté « Mondialisation touristique et environnement dans les petites îles tropicales » attire notre attention sur la pollution liée au développement du tourisme international et sur les dégradations environnementales liées à la construction des indispensables infrastructures de transport. Elle nous fait cependant remarquer que le tourisme international a impulsé la mise en œuvre de politiques de gestion et de sensibilisation à l'environnement. Nous devons néanmoins être parfaitement conscients que les seuils d'alerte sont dépassés partout et que les grands équilibres climatologiques sont d'ores et déjà rompus. À côté de la mondialisation de l'économie, c'est bien une mondialisation des questions environnementales qui doit être conforté d'extrême urgence à la suite du processus engagé à Kyoto.

29 Les espaces tropicaux peuvent aujourd'hui être aussi bien interconnectés au reste du monde que les contrées anciennement développées. Rien ne les empêche plus, techniquement, de devenir des acteurs à part entière de la mondialisation comme le démontre parfaitement la réussite exemplaire de Singapour. Une différenciation s'opère désormais entre eux, non plus du fait de telle ou telle contrainte liée au milieu tropical (si tant est qu'une telle contrainte ait jamais été décisive !), mais en fonction soit de leur aptitude et de leur volonté plus ou moins grandes à répondre aux exigences nouvelles de

l'économie mondialisée et à s'intégrer ainsi au nouveau système productif né de la globalisation des entreprises, soit, au contraire, à résister à ce processus, souvent perçu comme étant synonyme d'acculturation, en mettant en œuvre un schéma de développement original mais qui soit viable, ce qui implique, pour original qu'il soit, qu'il demeure compatible avec les contraintes et les obligations inhérentes au système monde. La marge de manœuvre est étroite car l'autarcie est aujourd'hui impossible : les espaces tropicaux doivent fournir des produits ou des services qui correspondent à une demande solvable quelque part sur la planète ou offrir aux firmes privées une base suffisamment accueillante et attractive pour l'une ou l'autre de leurs activités. En ce sens, ce qu'on a souvent qualifié de « déterminisme géographique », apparaît moins déterminant que jamais. Il n'en demeure pas moins que les espaces tropicaux abordent la compétition avec, le plus souvent, le handicap d'un niveau de développement moindre que celui des pays les plus anciennement développés. C'est en ce sens, et en ce sens seulement nous semble-t-il, qu'une approche spécifique des pays tropicaux par les géographes peut encore se concevoir aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- BOST F., DAVIET S. et FACHE J., 2006 – *Globalisation, mondialisation, régionalisation : la géographie économique en première ligne*. Historiens et géographes, Paris, n° 395, juillet, p. 155-175.
- MANZAGOL C., 2003. – *La mondialisation. Données, mécanismes et enjeux*. Paris : Armand Colin, 192 p.
- WACKERMANN G., dir., 2006. – *La mondialisation en dissertations corrigées*. Paris : Ellipses, 384 p.

NOTES

- 1.. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) inventorie une cinquantaine d'États dans le groupe des PMA (Pays les Moins Avancés).
- 2.. La production de minerais de cuivre qui dépassait les 200 000 tonnes par an à la fin de l'époque coloniale, était de l'ordre de 500 000 tonnes en 1974 et 1975. Elle était encore de 352 000 tonnes en 1990 mais était tombée à environ 24 000 tonnes seulement en 2003 !
- 3.. Lors de la « *Convención y Expo Internacional Informática* », organisée à La Havane du 12 au 16 février 2007, Ramiro Valdés, ministre cubain de la communication, s'est interrogé en public sur les relations entre Microsoft, numéro un mondial du logiciel, l'armée des États-Unis et les agences fédérales américaines chargées du renseignement (CIA, FBI).
- 4.. « Un programme privé n'est jamais digne de confiance », a déclaré l'Américain Richard Stallman, père du mouvement pour le logiciel libre, fondateur de la *Free Software Foundation* (FSF), lors de la « *Convención y Expo Internacional Informática* », organisée à La Havane du 12 au 16 février 2007, « interdire l'examen du code source d'un logiciel est une menace de sécurité car l'utilisateur ne peut savoir ce qui s'y fait, et moins encore débusquer d'éventuelles failles ».

AUTEUR

PATRICE COSAERT

Professeur émérite de géographie, Université de la Rochelle, patrice[point]cosaert(at)tele2
[point]fr